



Par la grève et dans les manifestations, le 13 mai 2025,

Mobilisons-nous pour nos services publics et pour nos conditions de travail

APPEL — MONTREUIL, LE 2 MAI 2025

DEPUIS plusieurs décennies, les réformes de l'État et celles inspirées du *New Public Management* défigurent nos missions. La logique comptable générée par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) prend le pas sur l'humain, les indicateurs remplacent l'intérêt général, et les agent·es paient le prix fort : surcharge de travail, perte de sens, isolement, souffrance au travail. **Dans ce contexte, les mesures budgétaires 2025 et celles en préparation au titre du budget 2026 vont sacrifier encore davantage nos services et nos emplois publics.** Les instructions du Premier ministre publiées jeudi 27 avril mettant en œuvre une austérité budgétaire conséquente pèseront sur le fonctionnement des services et dégraderont encore plus les conditions de travail.

Dans le même temps, **la ministre des Comptes publics annonce la suppression et/ou la fusion d'un tiers des agences et opérateurs de l'État d'ici la fin de l'année**, qui laisseraient sur le carreau des milliers d'agent·es publics. Ce n'est pas autre chose que les politiques menées par Trump et Musk de l'autre côté de l'Atlantique.

Ces annonces s'ajoutent aux mesures scandaleuses et inacceptables de réduction de 10 % d'indemnisation du congé maladie depuis le 1er mars, de maintien du jour de carence, de suppression encore cette année de la GIPA, et de poursuite du gel de la valeur du point d'indice.

Ce sont des politiques contre les missions de service public de l'État et la qualité du travail des agent·es publics qui sont en train d'être menées. Aucun secteur professionnel ne serait épargné, une nouvelle dégradation des conditions de vie et de travail des agent·es se traduirait inévitablement par une surcharge de travail, une augmentation certaine de la souffrance au travail, une augmentation des maladies professionnelles.

Le gouvernement refuse de répondre aux revendications des agent·es publics, notamment en matière d'amélioration des rémunérations et des conditions de travail, préférant sacrifier les services et établissements de l'État alors que d'autres solutions sont possibles. **Ce mépris ne peut plus continuer.**

L'UFSE-CGT appelle les agent·es à se mobiliser le 13 mai prochain, par la grève et dans les manifestations qui seront organisées sur l'ensemble du territoire afin d'obtenir :

— Le rétablissement du versement de la rémunération complète à 100 %, sans carence, pendant les jours de congé maladie ordinaire.

— Le rétablissement du versement de la GIPA.

— La création des emplois de fonctionnaires partout où cela est nécessaire et la titularisation des agent·es non-titulaires.

— Le développement des services publics et l'octroi des moyens budgétaires nécessaires pour permettre la mise en œuvre des missions.

— Le respect et la reconnaissance du travail réel agent·es et des mesures pour améliorer significativement les conditions de travail des agent·es.

— L'augmentation immédiate et à minima de 10 % de la valeur du point d'indice, et son indexation sur l'inflation.

— Des mesures salariales générales au titre des années 2025 et suivantes.

— La refonte des grilles indiciaires.

— L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

— L'abrogation de la contre-réforme des régimes de retraites et le retour d'un droit au départ à taux plein à 60 ans ; avec départs anticipés pour les carrières longues et pour celles et ceux ayant exercé des métiers pénibles ainsi que la prise en compte des années d'études et des périodes de première recherche d'emploi et de chômage non indemnisé.

Toutes et tous concerné·es !

Toutes et tous mobilisé·es !

**Le 13 mai 2025, défendons nos
services, nos salaires et nos retraites !**

L'Union fédérale des syndicats de l'État CGT a déposé un préavis de grève.